



Nord-Est

PREFECTURE DE L' AISNE
2 rue Paul Doumer
02010 LAON CEDEX

Nos réf. : MR/32-16/FESTIEUX
Affaire suivie par Matthieu ROIG
matthieu.roig@colas-est.com

Nancy, le 02/11/2016

OBJET : Demande d'enregistrement d'une installation
de déchets inertes sur la commune de FESTIEUX

Monsieur le Préfet,

Je soussigné, Monsieur Yves REUMAUX, Directeur d'exploitation de la société COLAS NORD-EST, ai l'honneur de demander, au titre de l'article R. 512-46-1 du Code de l'Environnement, l'enregistrement de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (rubrique 2760-3) sur la commune de FESTIEUX.

Cette demande porte sur la parcelle cadastrée A 746 de la commune de FESTIEUX, la superficie totale du site étant de 14 000 m².

Je joins à la présente demande d'enregistrement un dossier complet conformément aux articles R.512-46-3 et R.512-46-4 du Code de l'Environnement. Ce dossier comprend :

- La dénomination ou la raison sociale du demandeur, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande,
- Une carte au 1/25 000 sur laquelle est indiqué l'emplacement de l'installation projetée,
- Une carte au 1/25 000 indiquant l'emplacement de l'installation projetée et un plan à l'échelle de 1/1 500 du site de l'installation projetée et de ses abords jusqu'à une distance au moins égale à 100 mètres,
- Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau,
- Les caractéristiques de l'environnement du site,
- La nature du projet, les volumes mis en jeu et l'adéquation du projet avec les principaux documents d'affectation des sols à l'échelle communale et de gestion des eaux à l'échelle départementale,
- Les dispositions qui seront prises pour prévenir les inconvénients susceptibles d'être entraînés par l'exploitation de l'installation et les mesures éventuellement nécessaires pour assurer la protection de la santé et de l'environnement, notamment les moyens mis en œuvre pour contrôler l'accès au site et prévenir les nuisances dues au trafic de véhicules lié à l'exploitation,

- Les conditions de remise en état du site après la fin de l'exploitation,
- Les capacités techniques et financière du demandeur,
- Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation notamment l'arrêté ministériel des prescriptions générales du 12 décembre 2014.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de notre haute considération.

Yves REUMAUX
Directeur d'exploitation

